

Bulletin du FMI

PROGRAMME D'ÉVALUATION DU SECTEUR FINANCIER

Plusieurs grands secteurs financiers seront examinés par le FMI en 2012

Bulletin du FMI en ligne
13 janvier 2012



Bourse de Sao Paulo (Brésil) : le FMI évaluera la stabilité de plusieurs grands secteurs financiers en 2012.
(photo : Sebastiao Moreira/EPA)

- Exercice centré sur divers grands secteurs financiers interconnectés au sein du G-20
- L'examen portera sur la France, l'Espagne, le Japon, le Brésil et l'Australie
- La liquidité et les outils de gestion des crises seront analysés

S'il y a une leçon que tous les pays ont tirée de la récente crise, c'est que les problèmes financiers peuvent avoir des conséquences désastreuses pour la santé de l'économie.

Au lendemain de la crise, le FMI a renforcé sa [surveillance](#) des systèmes financiers nationaux. Depuis 1999, il suit l'évolution des secteurs financiers des pays qui se portent volontaires dans le cadre du [Programme d'évaluation du secteur financier](#), mené conjointement avec la Banque mondiale.

En septembre 2010, face à la crise mondiale, le Conseil d'administration du FMI a décidé que les [25 principaux secteurs financiers](#) du monde seraient désormais tenus de se soumettre à une évaluation approfondie de leur santé financière par le FMI tous les cinq ans.

L'année 2012 sera chargée, puisque le FMI compte procéder à cette évaluation pour 18 pays — qui vont de la France à l'Espagne et de l'Argentine à l'Arménie — afin de repérer tout problème à l'horizon. Le FMI établira ensuite un rapport détaillé contenant des recommandations sur les moyens d'améliorer la stabilité financière.

Sur fond de perspectives économiques mondiales sombres, le FMI centrera son analyse sur les risques potentiels dans divers grands secteurs financiers interconnectés, dont ceux de quelques pays du G-20, tels que l'Australie, le Brésil et le Japon (voir encadré).

«Nos plus gros actionnaires ont décidé de se soumettre à une surveillance plus approfondie, périodique et obligatoire et le Programme d'évaluation du secteur financier en est la preuve», a déclaré Dimitri Demekas, Directeur adjoint du Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, qui gère ce [programme](#).

Pays que le FMI compte passer en revue en 2012 :

Tunisie
 France
 Arménie
 Espagne
 Brésil
 Japon
 Malaisie
 Bahamas
 Australie
 Colombie
 Slovénie
 Sri Lanka
 Azerbaïdjan
 Kosovo
 Belgique
 Argentine
 Uruguay
 Émirats arabes unis

L'objectif est d'assurer la stabilité financière

Le [Programme d'évaluation du secteur financier](#) du FMI consiste à évaluer dans tous les pays trois grandes composantes : la solidité des banques et autres institutions financières, notamment au moyen de tests de résistance, la qualité de la supervision des banques, des compagnies d'assurance et du marché financier et l'aptitude des superviseurs, décideurs et dispositifs de sécurité financière à réagir efficacement en cas de crise.

Ces évaluations ne sont pas normalisées : le FMI ajuste l'analyse de chacun des grands volets en fonction de la situation propre de chaque pays et tient compte des éléments qui pourraient être sources de difficultés et rendre le pays en question vulnérable.

L'objectif est d'évaluer les systèmes de prévention et de gestion des crises, dans l'objectif de maintenir la stabilité financière nationale et mondiale.

L'accent sera mis sur les plus grands pays, surtout ceux qui sont tenus de se soumettre à une évaluation du fait des nouvelles règles, mais les plus petits pays que le FMI compte aussi évaluer en 2012 font face à leurs propres difficultés.

Étant donné l'étendue croissante du champ d'opération des banques internationales, le FMI examine avec attention les accords de coopération en matière de supervision transfrontalière. Dans les pays où les banques à capitaux étrangers ont une importance systémique, il est important que l'autorité de contrôle du pays d'accueil dispose de suffisamment d'outils et communique bien avec les autorités de régulation de la maison-mère.

Recommandations précises à mettre en œuvre

Au terme des évaluations financières, le FMI formule pour chaque pays un ensemble de recommandations précises à mettre en œuvre en vue de réduire les risques, d'améliorer la supervision et de renforcer la gestion des crises. Chaque rapport comporte un tableau des recommandations essentielles, classées par ordre de priorité et assorties d'un calendrier de réalisation.

Les pays sont libres d'appliquer ou non les mesures recommandées, mais le FMI suit le dossier et les progrès de leur mise en œuvre.

Selon M. Demekas, on constate lors d'évaluations ultérieures qu'à peu près 60 % des recommandations formulées par le FMI dans le cadre du [Programme d'évaluation du secteur financier](#) ont été mises en œuvre, complètement ou partiellement.

De nouvelles méthodes pour de nouveaux risques

Le FMI a tiré plusieurs leçons de la crise qui a éclaté en 2008, et a étendu le champ de ses analyses de risques à un plus grand nombre d'éléments potentiellement vulnérables du secteur financier. De nouveaux tests de résistance ont été mis au point pour mesurer les risques liés tant aux coefficients de fonds propres qu'à la liquidité; les tests de résistance sont désormais appliqués aux institutions financières non bancaires et des modèles sont conçus pour pouvoir être utilisés systématiquement dans toutes les évaluations.

Le FMI s'intéresse aussi plus précisément à la manière dont les problèmes d'un pays peuvent affecter les autres, ainsi qu'aux liens entre les institutions financières. Le FMI, entre autres, élabore ce qu'il est convenu d'appeler des modèles de réseau pour chercher à comprendre comment les événements qui se produisent dans une institution financière, sur un marché ou dans un pays donnés se répercuteront sur les autres.

«Nos travaux insistent désormais davantage sur l'évaluation des risques de retombées régionales ou mondiales», a déclaré M. Demekas.

Sous le microscope

À la suite de la faillite de la banque d'investissement américaine Lehman Brothers en 2008, les systèmes de gestion des crises sont aussi sous le microscope, de même que les dispositifs dont les pays peuvent se doter pour se préparer à une crise.

La manière dont le secteur financier des États-Unis et d'autres grands pays ont fait face au choc massif qui a ébranlé leurs marchés de financement pendant la crise est instructive pour les autres pays et le FMI en a tiré un certain nombre d'enseignements, dont il se sert pour ses évaluations.

Ces évaluations mettent en lumière les lacunes et fournissent des conseils pour y remédier. Souvent, il n'existe pas d'outils juridiques spécifiques, et il faut les incorporer dans la législation nationale.

Il est essentiel lorsque quelque chose va mal d'obtenir que toutes les autorités de contrôle et de régulation coopèrent.

«Les pays doivent avoir un protocole de coopération, d'échange de données et d'information, et un plan d'action si une crise se déclare, et l'un des volets cruciaux de nos évaluations consiste à essayer de faire en sorte que les autorités nationales disposent des outils essentiels», a ajouté M. Demekas.